



*Empowered lives.
Resilient nations.*

Rapport Annuel Consolidé du « Programme Conjoint d'Appuis au Développement de la Région de Maradi » au Niger

**Rapport de l'Agent Administratif
pour la période 1 janvier - 31 décembre 2012**

Le Bureau des Fonds Multipartenaires (MPTF Office)
Bureau de Management
Programme des Nations Unies pour le Développement
<http://mptf.undp.org>

31 Mai 2013

ORGANISATIONS PARTICIPANTES



Empowered lives.
Resilient nations.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)



Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)



Programme alimentaire mondiale (WFP)



Organisation mondiale de la Santé (WHO)



Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)



Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)

LE BAILLEUR DE FONDS



Luxembourg

Table des matières

RÉSUMÉ	1
PARTIE I : RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL	3
1. Objectifs	5
2. Les Résultats	5
i. Rapport descriptif des résultats	5
ii. Évaluation axée sur les Indicateurs de Performance:	11
iii. Une illustration narrative spécifique	16
3. Ressources	17
PARTIE II : RAPPORT FINANCIER ANNUEL	18
1. Sources, usage et solde des fonds	19
2. Contributions	20
3. Transferts de fonds	20
4. Dépenses déclarées et taux d'exécution	21
4.1. Dépenses et taux d'exécution par organisation participante	21
4.2. Total des dépenses par catégorie	22
5. Transparence et responsabilité	23

RÉSUMÉ

Ce rapport consolidé annuel du Programme Conjoint d'appui au développement de la Région de Maradi (PCM), couvre la période du 1 janvier au 31 décembre 2012. Il est en conformité avec les exigences du rapportage énoncées dans l'Arrangement Administratif Standard (SAA) conclu avec le bailleur de fonds. En ligne avec le Mémoire d'Accord signé par les organisations participantes, le rapport annuel est consolidé sur la base des informations, des données et des états financiers présentés par les organisations participantes. Ce n'est ni une évaluation du Programme Conjoint, ni une évaluation de la performance des organisations participantes. Le rapport fournit au Comité de Pilotage un aperçu complet des réalisations et des défis associés au Programme Conjoint, ce qui lui permet de prendre des décisions stratégiques et des mesures correctives, le cas échéant.

Cette période a été marquée par la mise en place de l'Unité de gestion du Programme Conjoint et le démarrage effectif des activités du Programme. La mise en œuvre du Plan Annuel de Travail 2012, qui a été la toute première année de la mise en œuvre de l'appui des fonds luxembourgeois, a permis d'obtenir une série d'avancées.

En particulier, le Programme a pu atteindre les principaux résultats ci-après:

- La formation, la sensibilisation et l'éducation financière à 40 personnes venant des diverses institutions clientes des Systèmes Financiers Décentralisés, en vue de la mise en place de lignes de crédit ;
- L'encadrement technique au moyen de la vulgarisation des pratiques agricoles expérimentales (techniques de multiplication de semences de qualité des variétés améliorées et utilisation des engrais, petite irrigation) à travers les champs-écoles paysans et les jardins scolaires, l'amélioration des rendements potentiels (entre 50% et 70% d'accroissement de rendement) sur des sols qui étaient pauvres, l'intégration de l'éducation nutritionnelle et environnementale dans le milieu scolaire de base par des jardins scolaires et l'amélioration de la qualité nutritionnelle en milieu scolaire et dans la communauté voisine du site maraîcher ;
- L'accès amélioré aux facteurs de production par la multiplication, la distribution et l'utilisation de semences de qualité des variétés améliorées de mil, de sorgho, de niébé et d'arachide (principales cultures pluviales utilisées) et des autres intrants (engrais,...) couplés à des services de vulgarisation ont changé fondamentalement les rendements agricoles. Aussi, l'accès aux intrants de qualité (semences potagères et engrais) pour les cultures irriguées a-t-il considérablement accru la production maraîchère.
- L'appui aux populations pour l'accès aux services de prise en charge décentralisée des soins des IST/VIH/SIDA par un début de mise à l'échelle grâce aux ressources fournies pour le renforcement du contrôle de qualité et celui du renforcement des capacités. Ceci a été effectué par des formations et le suivi post formation dans la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant ainsi que l'accès aux intrants.

Après un rappel des objectifs principaux et des résultats du Programme, ce rapport met l'accent sur les contraintes et défis ainsi que les leçons apprises.

Le Bureau de gestion des fonds multipartenaires (MPTF Office) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sert d'Agent Administratif pour les fonds utilisant la gestion canalisée du Programme Conjoint. Le Bureau de gestion des fonds multipartenaires reçoit, administre et gère les contributions du bailleur de fonds, et verse ces fonds aux organisations participantes, conformément aux décisions du Comité de Pilotage. L'Agent Administratif reçoit et consolide les rapports du Programme annuel et le soumet au Comité de Pilotage vers le Coordinateur Résident.

Ce rapport consolidé est présenté en deux parties. La partie I est le rapport descriptif annuel et la partie II est le rapport annuel financier pour les fonds du Programme Conjoint utilisant la gestion canalisée.



PARTIE I : RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL

<p>Titre du Programme et Référence du Projet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Titre du Programme : <i>Programme Conjoint d'appui au développement de la Région de Maradi (PCM)</i> • Numéro de Référence du Projet/Bureau MPTF: 00082723 	<p>Pays, Localité(s) : <i>NIGER-MARADI</i></p> <p><i>Secteur (s) Prioritaire (s) du Programme :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>SECURITE ALIMENTAIRE</i> 2. <i>SANTE/NUTRITION</i> 3. <i>EDUCATION</i> <p>Résultat Stratégique : Contribution significative à la réduction de la pauvreté dans la région de Maradi d'ici à 2013</p>
<p style="text-align: center;">Organisation(s) Participante(s)</p> <p><i>FAO OMS PAM UNCDF UNFPA UNICEF</i></p>	<p style="text-align: center;">Partenaires de mise en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire, du Développement Communautaire - Ministère de la Santé Publique - Ministère de l'Agriculture - Ministère des Finances - Ministère de l'Education de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales
<p style="text-align: center;">Budget du Programme (USD)</p> <p>Contribution du Fonds de la part du Gouvernement de Luxembourg via gestion canalisée : 6,600,000</p> <p>Contribution des Agences : <i>PNUD: 697,124</i></p> <p style="text-align: center;">Total : 7,297,124 USD</p>	<p style="text-align: center;">Durée du Programme (mois)</p> <p>Durée totale : <i>24 mois</i></p> <p>Date de démarrage : <i>0/01/2012</i></p> <p>Date de clôture originale: <i>31/12/2013</i></p> <p>Date de clôture actuelle: <i>31/12/2013</i></p>
<p style="text-align: center;">Évaluation du Programme</p> <p>Evaluation - à joindre le cas échéant <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date: <i>dd.mm.yyyy</i></p> <p>Evaluation à mi-parcours – à joindre le cas échéant <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date: <i>dd.mm.yyyy</i></p>	<p style="text-align: center;">Soumis par:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Nom: Fodé NDIAYE ○ Titre: Coordonnateur Résident du SNU / Niger ○ Organisation Participante ("Lead Agency"): PNUD ○ Adresse e-mail: fode.ndiaye@undp.org

Liste d'Abréviations et d'Acronymes

AGR	Activités Génératrices des revenus
ARV	Anti-rétrovirus
ANPE	Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi
BI	Banque d'Intrants
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRSP	Direction Régionale de la Santé Publique
GAGE-DRN/LCP	Groupe d'Appui à la Gestion Durable des Ressources Naturelles et à la Lutte Contre la Pauvreté
IST/VIH/SIDA	Infections Sexuellement Transmissibles/Virus Immunodéficience Humaine/Syndrome Immuno déficitaire Acquis
MSP	Ministère de la Santé Publique
NU	Nations Unies
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OP	Organisations paysannes
PADEL	Projet d'Appui au Développement Economique Local
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCM	Programme Conjoint Maradi
PEC	Prise en Charge
PFE	Pratiques Familiales Essentielles
PNUD	Programme des nations Unies pour le Développement
<i>PPLIDA</i>	Projet de Promotion des Initiatives Locales pour le Développement d'Aguié
PTME	Protection Transmission Mère-Enfant
PVVIH	Personne vivant avec le Virus de l'Immunodéficience Humaine
SNU	Système des Nations Unies
PUNO	Agences des Nations Unies Participantes
SFD	Système Financier Décentralisé
SR	Santé de la Reproduction
STD	Services Techniques Déconcentrés
UNCDF	Fonds d'Equipment des Nations Unies
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
IRA	Infection Respiratoire Aigue

1. Objectifs

En relation notamment avec les axes stratégiques de la SDRP 2008-2012, les effets de l'UNDAF 2009-2013 et les OMD, l'objectif global du Programme conjoint est de contribuer significativement à la réduction de la pauvreté et l'atteinte des OMD dans la région de Maradi, la plus pauvre du pays. La stratégie d'intervention a pour objectif d'apporter une réponse intégrée et harmonisée aux défis régionaux de développement et à l'atteinte des OMD, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'accès aux services sociaux de base et de la consolidation de la gouvernance locale.

Le Fonds Luxembourgeois appuie la mise en œuvre du programme conjoint de développement de la région de Maradi, à travers les 3 effets (outcomes) suivants sur les 8 que compte le programme, à savoir :

- accroître l'accès à l'emploi et au crédit aux populations vulnérables, en vue d'entreprendre des activités génératrices de revenus (AGR) rentables ;
- augmenter la productivité et la rentabilité des systèmes de production des populations vulnérables ;
- assurer la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des Services Sociaux de Base.

2. Les Résultats

• Rappel des Effets (outcomes) :

Des progrès ont été enregistrés dans l'atteinte des effets poursuivis par la mise en œuvre du programme avec l'appui des fonds luxembourgeois. En particulier, les populations vulnérables ont amélioré la productivité et la rentabilité de leurs systèmes de production.

En revanche, même si quelques avancées ont été notées en matière d'identification des bénéficiaires d'AGR, les effets escomptés au titre de l'accès des populations vulnérables à l'emploi, au crédit et aux AGR n'ont pas encore été atteints. Il en est de même des effets attendus en termes de disponibilité, d'accessibilité et de qualité des services sociaux de base avec des retards dans la construction des infrastructures sanitaires et éducatives et la mise à disposition des équipements y afférents.

i. Rapport descriptif des résultats

• Produits/Résultats atteints (outputs):

Au cours de l'année 2012, les agences participantes ont livré un certain nombre de produits qui se résument comme suit :

Produit 1.1.2 : Mise en place de lignes de crédit au niveau des institutions de micro finance de la région destinées aux femmes et aux jeunes.

La majorité des petits producteurs n'ont pas accès au crédit pour pouvoir s'investir dans les activités génératrices de revenus. Certains ont recours au crédit usurier accordé par des commerçants. Ce type de crédit

appauvrit le producteur qui peut être amené à perdre la totalité de sa production et parfois sa terre. Afin de faciliter la mise en place de lignes de crédit, une série d'activités a été mise en œuvre :

- ✓ Les capacités d'un Service Financier Décentralisé ont été renforcées par sa restructuration ;
- ✓ 40 représentants des Services Techniques Déconcentrés (STD), des Services Financiers Décentralisés (SFD), des Organisations des producteurs (OP) et du PADEL ont été formés et sensibilisés sur l'éducation financière. Les thèmes qui ont été abordés sont les suivants : la budgétisation, l'épargne, la gestion des dettes et les services financiers, et ce, pendant :
- ✓ 1 mission de sensibilisation a été réalisée dans les 8 communes ;
- ✓ 2 sessions de formation et une session de sensibilisation radiophonique ont été menées.

Produit 1.1.3 : Encadrement technique des groupements des femmes et des jeunes.

Les services d'encadrement technique ont mené des interventions pour professionnaliser le réseau des paysans multiplicateurs (Aguié, Chadakori, Chadoua, Jiratawa) et développer les jardins potagers scolaires (Tibiri, Bakaoua et Kodrawa).

Les prestations suivantes ont été effectuées :

- ✓ Des séances de formation ont été conduites au profit des paysans et paysannes à travers la vulgarisation agricole et la promotion de certains produits, à travers des démonstrations pratiques et des Champs École Paysans (CEP) à Aguié;
- ✓ La réhabilitation et le renforcement de sites féminins de cultures irriguées à Gazaoua ;
- ✓ Les capacités des acteurs de l'école (les enseignants, COGES, élèves, villageois sur sites) ont été renforcés en techniques culturales (maraichage et arboriculture), gestion des coopératives scolaires et éducation nutritionnelle ;
- ✓ Les compléments nutritionnels ont été produits et consommés par les élèves (effectif de 415) (2 campagnes successives);
- ✓ Le développement de jardins potagers scolaires (sites de Tibiri, Bakaoua et Kodrawa) ;
- ✓ La vulgarisation agricole, à travers des démonstrations pratiques de multiplication d'intrants, la certification et la vente de semences améliorées/sélectionnées.

Produit 1.3.1. : L'accès des populations vulnérables aux facteurs de production est amélioré :

Les petits producteurs/productrices ont un meilleur accès aux semences de qualité (cultures pluviales et irriguées) aux engrais, aux intrants zootechniques et aux autres produits et équipements. Cet accès a été amélioré avec le renforcement du système de distribution des intrants à travers les Boutiques d'Intrants (BI) qui proposent une gamme diversifiée de services de proximité à prix compétitifs tels que : la vente

d'intrants agricoles (engrais, semences de qualité, pesticides...) ; la location de matériel agricole (appareils de traitement phytosanitaire, houes, brouettes, charrettes, motopompes, etc.) ; les traitements phytosanitaires en rapport avec des brigadiers formés et agréés par les services techniques de la protection des végétaux.

En outre, l'accès aux facteurs de production s'est amélioré avec la mise à disposition des intrants et services facteurs de production suivants :

- ✓ la distribution de 194 tonnes de semences de qualité de mil et de niébé aux ménages vulnérables pour emblaver environ 16 200 ha (1ha par ménage touché). A la faveur de la combinaison de ces facteurs de production, l'on a estimé à 12500 tonnes de céréales produites ce qui a permis de rallonger de 3 à 4 mois, la disponibilité alimentaire de ces ménages selon une enquête agricole conduite en saison humide 2012 par la Direction des statistiques agricoles du Ministère de l'Agriculture ;
- ✓ la distribution de 66,2 tonnes d'engrais pour soutenir la multiplication de semences améliorées sur environ 677 ha pour une production d'environ de 550 tonnes de semences ;
- ✓ la récupération auprès des multiplicateurs appuyés en engrais de 39 tonnes de semences de qualité produites pour renforcer les fonds de roulement des Boutiques d'intrants des OP.
- ✓ une mission d'identification des besoins en BI et magasins de warrantage (nouveaux et à réhabiliter) a été effectuée en décembre 2012. Ceci a permis de retenir la construction de trois (3) nouvelles BI à Gazaoua et Tchadoua et un magasin de warrantage à Gazaoua ;
- ✓ Les plans et devis ont été produits et sont en cours d'examen pour la construction d'un magasin pour pouvoir constituer un stock régional de sécurité en aliments pour bétail ;
- ✓ 30 kilogrammes de semences potagères ont été distribuées pour compléter les besoins des producteurs/productrices de Dakoro.

L'appui du programme à la maîtrise de l'eau pour le développement de la culture irriguée et la réduction de la dépendance de la production agricole aux aléas climatiques, grâce aux réalisations suivantes :

- ✓ 2 forages équipés en lieu et place des puits maraîchers ;
- ✓ 2 bassins de collecte et distribution d'eau ;
- ✓ La mise en place d'intrants (semences, carburant, produits phytosanitaires) ;
- ✓ 2 jardins scolaires équipés de matériels solaires pour l'exhaure ;
- ✓ Deux motopompes dont une en réserve fournies et installées sur le site de Tibiri ;
- ✓ Les équipements aratoires mobilisés au niveau des 3 sites présentant des facteurs favorables au maraîchage : le site de Tibiri où 4 campagnes successives de cultures irriguées intensives et les sites de Kodrawa et Bakaoua où il est prévu de conduire 2 campagnes de cultures maraîchères de mars 2013 à octobre 2013 ;
- ✓ Une mission pour l'évaluation des sites à aménager en juillet et en décembre 2012. Il a été retenu la réhabilitation et le renforcement de sites féminins de cultures irriguées à Gazaoua.

Produit 2.2.2.: La qualité et l'accès aux services de santé sont améliorés.

Les produits prévus étaient la construction et réhabilitation des infrastructures sanitaires, l'acquisition d'équipements sanitaires pour les centres de santé et le Centre Hospitalier Régional de Maradi. A cet égard, le processus de recrutement de l'entreprise d'architecture est terminé (évaluation technique des offres terminée et adjudicataire notifié) pour la construction et la réhabilitation de la maternité du CHR de Maradi et des maternités des CSI.

Produit 2.2.4.: La qualité et l'accès aux services de prise en charge des IST/VIH/sida, du Paludisme et de la Tuberculose sont améliorés

La situation sanitaire de la région de Maradi est caractérisée par de forts taux de mortalité infantile et maternelle, un risque de croissance du taux de prévalence du VIH/sida du fait de sa proximité géographique avec des pays et régions à risque (Nigeria avec un taux de prévalence de 3,9%, Tahoua 1% et Agadez 1,6%). En vue de contribuer à l'amélioration des prestations, les activités suivantes ont été réalisées :

- a) Appui au renforcement des capacités pour l'actualisation des documents de politique : Un appui technique et financier a été donné pour la révision du plan stratégique national de lutte contre la Tuberculose.
- b) La qualité et l'accès aux services de prise en charge et soins des IST/VIH/sida sont améliorés avec :
 - ✓ la mise en place de quatre centres prescripteurs d'ARV à Dakora, Mayahi, Madaroufa, Tessaoua et deux centres de suivi de PVVIH sous traitement à Aguié et Guidan Roundji. ARV ;
 - ✓ la formation de 42 prescripteurs d'ARV, 21 parrains des prescripteurs, 20 éducateurs thérapeutiques, 22 associatifs pour la recherche des perdus de vue 06 épidémiologistes à l'utilisation du logiciel « FUSHIA ». Par ailleurs, 20 agents de santé des anciens sites PTME ont été recyclés.
- c) L'accès aux services de Prévention de la transmission du VIH de mère-enfant de qualité amélioré : A ce niveau,
 - ✓ 30 nouveaux sites ont été ouverts à travers la formation de 60 agents de santé en PTME, leur suivi post formation a aussi été assuré ;
 - ✓ le suivi du couple mère-enfants des sites PTME de la communauté urbaine de Maradi (qui regroupe les 2/3 des femmes dépistées VIH+ de la région), a été appuyé ;
 - ✓ un contrôle de qualité des tests de dépistages du VIH effectués par les sages-femmes a été assuré ;
 - ✓ le plan de communication PTME a été mise en œuvre autour de tous les 30 nouveaux sites PTME de la région de Maradi.
- d) La Gestion de la co-infection TB/VIH dans les centres prescripteurs d'ARV est améliorée : Pour ce qui concerne la prise en charge de la Tuberculose, le programme a été appuyé :
 - ✓ la formation d'un Médecin de l'ULSS à la gestion de la co-infection VIH/TB à L'IRSP de Ouidah.
 - ✓ 25 médecins de la région de Maradi ont été formés à la stratégie DOTS et 22 agents de santé ont été formés en matière de gestion de la co-infection VIH/TB.
 - ✓ le contrôle de qualité des laboratoires périphériques de la région de Maradi a été réalisé.

Produit 2.2.6. La qualité et l'accès à la scolarisation et la protection des enfants sont améliorés

Les produits attendus étaient la construction et la réhabilitation des infrastructures scolaires, l'acquisition des matériels pédagogiques, la formation des formateurs et de l'appui/incitation à la scolarisation de la jeune fille.

L'entreprise de construction des classes a déjà signé le contrat, les travaux auront lieu en 2013.

Contraintes et défis

Contraintes et difficultés de mise en œuvre :

Certains objectifs poursuivis et résultats escomptés n'ont pas été atteints en raison notamment de :

- a) la faible capacité des conseils communaux pour élaborer les dossiers bancables.
- b) La crise alimentaire et les inondations en 2012 qui ont perturbé les calendriers prévisionnels des partenaires (Agences SNU, Directions Techniques Nationales, Régionales et Départementales, ONG/AD) et la nécessité de privilégier les activités d'urgence au détriment de celles du développement. Il s'agit particulièrement de :
 - L'amélioration de la qualité et de l'accès aux services de santé, avec le retard de la reconstruction, de l'extension et de la dotation en équipement de la maternité du Centre Hospitalier Régional de Maradi ;
 - L'amélioration de qualité et de l'accès à la scolarisation et la protection des enfants, avec le retard de la construction des classes primaires.

Les leçons apprises

Le rapprochement des crises 2010 et 2012 ont rendu vulnérables beaucoup de ménages. Les activités de résilience devraient permettre de combiner l'urgence, le relèvement précoce et le développement.

La mise en œuvre des activités non décentralisées a plus de risques de ne pas respecter le calendrier préétabli que celles conduites par les structures déconcentrées de la région et la coordination régionale s'en ressent car, les acteurs sur le terrain perdent le contrôle des résultats auxquels ils devraient aboutir.

Trois meilleures pratiques ont été dégagées :

- La formation des paysans au moyen des champs-écoles, renforce leurs capacités et favorise la visibilité et l'adoption de nouvelles pratiques culturelles;
- La multiplication de semences de qualité des variétés améliorées en milieu rural et l'approvisionnement des boutiques d'intrants des organisations paysannes locales rassurent les producteurs sur la qualité et la disponibilité des intrants ;
- L'exploitation des jardins potagers scolaires sur des sites aménagés pour la petite irrigation permet d'atteindre à la fois plusieurs objectifs entre autres, de :
 - ✓ Valoriser le jardin scolaire sur le plan pédagogique (activités pratiques et productives en cultures maraîchères), nutritionnel (produire des compléments alimentaires /nutritionnels aux élèves), environnemental (production des plants et reboisement) et économique (générer des ressources financières aux écoles), tant pour le corps enseignant, les élèves que pour les populations environnantes ;

- ✓ Renforcer les capacités et dynamiser les structures éducatives constituées de Comité de Gestion (COGES), Association des Parents d'Elèves (APE), Association des Mères Educatrices (AME) et de Coopératives Scolaires ;
- ✓ Faire de l'école un centre de démonstration, d'apprentissage et d'impulsion du développement local, à travers des formations des acteurs de l'école en techniques culturelles, les principes de base de la nutrition, de l'hygiène et de l'assainissement ;
- ✓ Renforcer les capacités pédagogiques du personnel enseignant et auxiliaire.

- **Évaluation qualitative:**

Les soutiens aux services de vulgarisation et la disponibilité des intrants agricoles de qualité ainsi que les infrastructures de base ont permis d'atteindre des rendements assez élevés (amélioration de plus de 50% par rapport à la situation initiale) grâce à : (i) L'augmentation de la production maraichère ; (ii) L'amélioration du statut nutritionnel des élèves et des communautés ; (iii) L'acquisition des nouvelles connaissances par les populations en matière des pratiques culturelles maraichères et l'adoption nouveaux comportements en gestion de l'environnement à des coûts raisonnables.

L'augmentation de la production maraichère a contribué à l'amélioration du statut nutritionnel des élèves et des communautés dans la zone d'intervention.

La mise en place de quatre centres prescripteurs d'ARV dans les Départements ruraux de la région et de deux centres de suivi de PVVIH ainsi que la formation du personnel soignant et la mise à disposition des intrants, ont sensiblement amélioré la couverture des besoins en prescription des ARV et aussi dans le suivi des PVVIH :

- ✓ Les services de Prévention de la transmission du VIH de mère-enfant ont été facilités et rendus plus accessibles par la proximité des sites (30 nouveaux sites PTME) ;
- ✓ Le personnel a été recyclé et formé en nombre significatif ;
- ✓ Le plan de communication PTME a été mise en œuvre autour de tous les 30 nouveaux sites PTME de la région de Maradi.

Les interventions des Agences participantes et celles d'autres projets/programmes mis en œuvre par d'autres partenaires au développement, ont permis une synergie dans les actions sur le terrain entre les différents acteurs au développement. Cela a contribué au renforcement de la coordination des activités entre les différentes Agences pour plus d'impact dans la région.

ii. **Évaluation axée sur les Indicateurs de Performance:**

CADRE DE RESULTATS

	<u>Indicateurs atteints</u>	<u>Raisons d'éventuel (s) écart (s)</u>	<u>Source de vérification</u>
<p>Résultat 1 (Effet PCM 1.1) : D'ici 2013, les populations vulnérables ont accès à l'emploi, au crédit et entreprennent des AGR rentables</p> <p>Indicateur 1.1 : Taux d'accès des ménages dirigés par H/F à la micro finance</p> <p>Indicateur de référence : Non disponible (ND)</p> <p>Indicateur cible : ND</p>	ND		INS / Enquête
	<p>Indicateur 1.2 : Taux de sous-emploi</p> <p>Indicateur de référence : 290 diplômés sans emploi (en 2009)</p> <p>Indicateur cible : ND</p>	ND	
<p>• Produit 1.2 (Produit PCM 1.1.2) : Mise en place de lignes de crédit au niveau des institutions de micro finance de la Région destiné aux femmes et aux jeunes :</p> <p>Indicateur 1.2.1 :ND (ex : Nombre des SFD qui signent la convention et ouvrent la ligne de crédit aux clients).</p> <p>Indicateur de référence : ND</p> <p>Indicateur cible : ND</p>	0	2 des 3 SFD pressenties pour bénéficier de l'appui nécessaire au financement des AGR n'ont plus l'agrément. Le seul SFD qui reste (Mutunci) est en voie de restructuration.	Rapport PADEL/Maradi
<p>Produit 1.3 (Produit PCM 1.1.3) : Encadrement technique des groupements des femmes et des jeunes</p> <p>Indicateur 1.3.1 : ND (ex : nombre d'organisations paysannes /village d'intervention)</p> <p>Indicateur de référence : ND</p> <p>Indicateur cible :</p>	-la réhabilitation et le renforcement de site féminin de cultures irriguées à Gazaoua ; -3 Sites de jardins potagers scolaires (sites de Tibiri, Bakaoua et Kodrawa)		FAO/DRA/PAM

	<u>Indicateurs atteints</u>	Raisons d'éventuel (s) écart (s)	Source de vérification
<p>Résultat 2 (Effet PCM 1.3) : D'ici 2013, les populations vulnérables augmentent la productivité et la rentabilité de leurs systèmes de production</p> <p>Indicateur 2.1 : Production agro-sylvo-pastorale de la région ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Production agricole disponible : - Production de plants : - Production fourragère : <p>Indicateur de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Production agricole disponible : 1.134.414 tonnes (2011) - Production de plants : 599.140 plants (2011) - Production fourragère : 1.867.388 tonnes (2011) <p>Indicateur cible : ND</p> <ul style="list-style-type: none"> - Production agricole disponible : ND - Production de plants : ND - Production fourragère : ND 	12500 tonnes de céréales produites	La valeur de l'indicateur de référence concerne la production de toutes les Agences du SNU partenaires du PCM	Rapports des Directions Techniques Régionales (Agriculture, Elevage et Environnement) et la FAO
<p>Produit 2.1 (Produit PCM 1.3.1) : L'accès des populations vulnérables aux facteurs de production est amélioré. Approvisionnement des groupements des femmes et des jeunes en intrants agricoles (semences améliorées, engrais), et en matériels de production :</p> <p>Indicateur 2.1.1 ; Superficie des périmètres maraîchers aménagés exploitée par les hommes/femmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Superficies aménagées - superficies exploitées <p>Indicateur de référence :</p>			Rapports DRA,

	Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel (s) écart (s)	Source de vérification
<ul style="list-style-type: none"> - Superficies aménagées ; 537 ha (Année 2011) - superficies exploitées ; 137 ha (Année 2011) <p>Indicateur cible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Superficies aménagées ; 151,32 ha - superficies exploitées ; ND 	<p>1,82 ha aménagés 1,25 ha exploités</p>		FAO et PAM
<p>Résultat 3 (Effet PCM 2.2) : D'ici 2013, les institutions assurent la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des Services Sociaux de Base</p> <p>Indicateur : Pourcentage des SSB disposant d'infrastructures adéquates selon les normes d'équipement et offrant les prestations de qualité (PMA)</p> <p>Indicateur de référence : ND</p> <p>Indicateur cible : 100%</p>	<p>97% (Année 2012)</p>		DRSP/MI
<p>Produit 3.1 (Produit PCM 2.2.2) : La qualité et l'accès aux services de santé sont améliorés</p> <p>Indicateur 3.1.1 ; Nombre de cas de paludisme</p> <p>Indicateur de référence : 895 288 cas de paludisme (Année 2011)</p> <p>Indicateur cible : ND</p> <p>Indicateur 3.1.2 ; Taux de couverture sanitaire</p> <p>Indicateur de référence : 40,26% (Année 2011)</p> <p>Indicateur cible: ND</p>	<p>40,52% (en 2012)</p> <p>Processus de recrutement de l'entreprise d'architecture est terminé (évaluation technique des offres terminée) pour la construction et la réhabilitation de la maternité du CHR de Maradi et des maternités des CSI</p>		Rapports OMS et DRSP/MI
<p>Indicateur 3.1.3 ; Taux de succès thérapeutique des nouveaux cas de TPM+ (taux de guérison des</p>	<p>Le Plan stratégique national de lutte contre la Tuberculose 2011-2015 a été révisé</p>		Rapports OMS et DRSP/MI

	Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel (s) écart (s)	Source de vérification
<p>Indicateur 3.2.2 ; Proportion de personnes vivant avec le VIH/sida prises en charge correctement (sinon nombre de personnes infectées par VIH/SIDA prises en charge) Indicateur de référence : 38% (Année 2011) Indicateur cible: ND</p>	<p>Roundji mis en place 42 prescripteurs d'ARVs, 21 parrains des prescripteurs, 20 éducateurs thérapeutiques, 22 associatifs pour la recherche des perdus de vue 06 épidémiologistes à l'utilisation du logiciel « FUSHIA » sont formés 20 agents de santé des anciens sites PTME ont été recyclés.</p>		
<p>Produit 3.3 (Produit PCM 2.2.6) : La qualité et l'accès à la scolarisation et la protection des enfants sont améliorés Construction et réhabilitation des infrastructures scolaires</p> <p>Indicateur 3.3.1 ; Nombre d'élèves par enseignant (e) au primaire Indicateur de référence : 46 (Année 2010-2011) Indicateur cible : 45</p>	<p>Processus de sélection de l'entreprise de construction des classes est achevé (contrat signé)</p>		<p>Rapports UNICEF et DREN/A/PLN/MI</p>

ND = Non Disponible

iii. Une illustration narrative spécifique

Expérience du jardin potager scolaire de Tibiri /Département de Guidan Roundji

Le PAM, en partenariat avec l'ONG/GAGE - DRN/LCP, a mis en œuvre le jardin potager de la cantine scolaire de Tibiri et un champ-école maraîcher, qui à titre expérimental, a enregistré des résultats probants qui seront vulgarisés le long du Gourbi dans Maradi et recommandés à d'autres Régions. Le jardin a donné une très bonne production maraîchère.

Problème / défi confronté

La malnutrition chronique élevée des enfants dont l'une des causes est, l'insuffisance de disponibilités alimentaires et nutritionnelles et la capacité d'y avoir accès et les comportements sociaux notamment l'ignorance de l'équilibre alimentaire (les parents, les enseignants, les communautés,...)

Interventions du programme:

Une ONG ayant des compétences en aménagement et techniques agricoles et nutritionnelles a supervisé l'aménagement de trois (3) sites en faisant participer les villageois, les enseignants et les élèves aux travaux pour préparer les jardins scolaires et y faire des cultures maraîchères par une petite irrigation pour améliorer le statut nutritionnel des élèves tout en les formant aux pratiques maraîchères et nutritionnelles

Résultats:

On peut citer, entre autres résultats :

- ✓ Le 1er jardin scolaire est déjà valorisé sur le plan nutritionnel et économique et les capacités pédagogiques des enseignants sont améliorées.
- ✓ Les compléments nutritionnels sont produits et consommés sur place par les élèves et le reste de la production est écoulé au marché et génère des ressources pour d'autres besoins de l'école.

Sur le plan pédagogique, nutritionnel et économique, aussi bien pour les élèves, que pour les enseignants :

- ✓ Les élèves, les enseignants et les villages proches sont initiés à la pratique des cultures maraîchères, à l'éducation nutritionnelle et à la protection de l'environnement et à générer des ressources ;
- ✓ Les parents d'élèves et les populations environnantes sont indirectement encadrés sur le maraîchage ;
- ✓ Les capacités en gestion des structures communautaires et l'implication des parents dans l'école sont renforcées ;
- ✓ Les interventions du PAM sont renforcées dans les cantines scolaires retenues, pour passer de l'appui aux urgences à la promotion des actions de développement (extension aux autres écoles ayant les sites appropriés). Les trois jardins scolaires sont déjà dotés d'équipements.

Leçons apprises:

Cette action pourrait être diversifiée, étendue aux autres écoles le long du Goulbi comme activités génératrices de revenus rentables au-delà des jardins scolaires. Cela permettra de contribuer aux revenus des groupes ciblés et à améliorer la qualité nutritionnelle des élèves et des populations environnantes et développer une très bonne maîtrise de l'irrigation.

Expérience de multiplication et distribution de semences de qualité de mil et de niébé

La FAO a contribué au renforcement de la disponibilité en semence de qualité à travers l'appui à la multiplication de semences sur 677 ha en mil et niébé en 2012 et la distribution directe de 194 tonnes de semences de qualité de mil et de niébé aux ménages vulnérables de la région

Interventions du programme:

Une ONG ayant des compétences en matière d'encadrement agricole a été responsabilisée pour la distribution de semences de qualité à quelques 16200 ménages vulnérables qui ont emblavé 16200 ha. Dans le domaine d'appui à la multiplication de semences de qualité, le projet a renforcé les capacités des organisations paysannes spécialisées dans la multiplication de semences par l'accès aux engrais minéraux pour 677 ha.

Résultats:

Les résultats importants ont été atteints ainsi :

- ✓ La distribution directe de semences de qualité de mil et niébé aux ménages vulnérables a permis de produire plus de 12500 tonnes de céréales, ce qui a permis de rallonger la disponibilité alimentaire de 3 à 4 mois en moyenne par ménage selon une enquête agricole réalisée par la Direction des statistiques agricoles du Ministère de l'Agriculture en saison humide 2012 ;
- ✓ Une disponibilité en semences de qualité de 550 tonnes induites dont 39 tonnes de semences récupérées au titre de l'appui en engrais fournis aux organisations paysannes. Ces 39 tonnes de semences sont placées dans les boutiques d'intrants coopératives pour booster la distribution et rendre la semence de qualité facilement accessible aux producteurs.

Leçons apprises:

L'appui à la production agricole à travers la distribution de semences de qualité permet d'améliorer significativement leur disponibilité alimentaire et contribue ainsi, à restaurer leurs bases productives et à créer les conditions de leur résilience. Grâce à l'appui apporté aux multiplicateurs de semences, la disponibilité en semences de qualité s'est accrue et son accessibilité par les producteurs nettement améliorée à travers la distribution dans les boutiques d'intrants coopératives.

3. Ressources

Le PNUD a apporté un appui à la planification, au suivi et à la coordination de ces fonds par une équipe située à Maradi composé d'un Conseiller Technique Principal, un Expert national en planification, suivi-évaluation, un gestionnaire, un Secrétaire et un Chauffeur ainsi que des ressources financières et logistiques pour la coordination des activités de tout le Programme Conjoint de Maradi au-delà de l'appui luxembourgeois.

Le coût de cet appui apporté par le PNUD depuis la signature du document de projet du PCM est de 697,124 Dollars Américains.

PARTIE II : RAPPORT FINANCIER ANNUEL

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS FINANCIERS

Ce chapitre présente les données financières¹ et l'analyse des fonds du Programme Conjointe (PC) utilisant la modalité de gestion canalisée. Les informations financières sont disponibles (en anglais) sur le site du MPTF Office, GATEWAY, à l'adresse suivante : <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/JNE00>.

1. Sources, usage et solde des fonds

À fin décembre 2012, le Gouvernement de Luxembourg avait déposé 3,895,000 dollars en contributions et le PC a perçu 5,647 dollars d'intérêts, ce qui porte le montant cumulé des fonds à 3,900,647 dollars. Sur cette somme, 2,437,508 dollars ont été transférés à six organisations participantes, dont 756,148 dollars ont été dépensés. Les frais de l'AA, au tarif approuvé de 1 % sur les dépôts, s'élèvent 38,950 dollars. Le Tableau 1.1 présente un aperçu des sources, des utilisations et du solde des fonds du PC en date du 31 décembre 2012.

Tableau 1.1. Aperçu financier (en dollars US)

	Années antérieures au 31 déc 2011	Année courante jan-déc 2012	TOTAL
Sources des fonds			
Contributions brutes		3,895,000	3,895,000
Revenus des intérêts et de placements gagnés sur les fonds	-	5,647	5,647
Revenus des intérêts reçus des organisations participantes	-	-	-
Remboursements de l'agent administratif aux contributeurs	-	-	-
Autres revenus	-	-	-
Total: Sources des fonds	-	3,900,647	3,900,647
Usage des fonds			
Transfert aux organisations participantes	-	2,437,508	2,437,508
Remboursements reçus des organisations participantes	-	-	-
Montant net alloué aux organisations participantes	-	2,437,508	2,437,508
Frais de l'agent administratif	-	38,950	38,950
Frais directs : (Comité de pilotage, Secrétariat...etc.)	-	-	-
Frais bancaires	-	26	26
Autres dépenses	-	-	-
Total : Usage des fonds	-	2,476,484	2,476,484
Solde des fonds disponible auprès de l'agent administratif	-	1,424,163	1,424,163
Montant net alloué aux organisations participantes		2,437,508	2,437,508
Dépenses des organisations participantes	-	756,148	756,148
Solde des fonds disponibles auprès des organisations participantes	-	1,681,360	1,681,360

¹ Certains totaux dans les tableaux peuvent différer dû à l'utilisation d'arrondis

Outre les contributions des bailleurs de fonds, le PC perçoit également des intérêts. Les deux sources d'intérêts sont les suivantes : (a) les intérêts perçus par le MPTF Office sur le solde des fonds sur le compte de l'AA et (b) les intérêts provenant des organisations participantes, soit le montant perçu par les organisations participantes sur le solde non décaissé des fonds du PC. À la fin de l'année 2012, le PC avait perçu des intérêts s'élevant à 5,647 dollars (uniquement sur le compte de l'AA). Un résumé de ces données se trouve dans le Tableau 1.2.

Tableau 1.2 Sources des revenus des intérêts et de placements (en dollars US)

	Années antérieures au 31 déc 2011	Année courante jan-déc 2012	TOTAL
Agent administratif			
Revenus des intérêts et de placements gagnés sur les fonds	-	5,647	5,647
Total - Revenus des intérêts perçus par le fonds	-	5,647	5,647
Organisations participantes			
Organisations participantes	-	-	-
Total: Revenus des intérêts perçus par les organisations participantes	-	-	-
Total	-	5,647	5,647

2. Contributions

Le tableau 2 présente des informations sur les contributions reçues du Gouvernement de Luxembourg au 31 Décembre 2012.

Tableau 2. Contributions (en dollars US)

Bailleur de Fonds	Années antérieures au 31 déc 2011	Année courante jan-déc 2012	TOTAL
Gouvernement de Luxembourg	-	3,895,000	3,895,000
Total	-	3,895,000	3,895,000

3. Transferts de fonds

Les contributions reçues par l'AA sont transférées aux organisations participantes du PC selon les allocations approuvées par le Comité de pilotage. Au 31 décembre 2012, l'AA avait transféré des fonds à six organisations participantes (FAO, UNCDF, UNFPA, UNICEF, PAM et OMS) pour un montant total de 2,437,508 dollars. Le total des transferts des fonds pour la période de référence, est résumé au Tableau 3.

Tableau 3. Transferts de fonds par organisation participante au 31 décembre 2012 (en dollars US)

Organisation participante	Années antérieures au 31 déc 2011	Année courante jan-déc 2012	TOTAL
	Montant transféré	Montant transféré	Montant transféré
FAO	-	589,999	589,999
UNCDF	-	327,055	327,055
UNFPA	-	470,332	470,332
UNICEF	-	140,239	140,239
PAM	-	281,028	281,028
OMS	-	628,855	628,855
Total	-	2,437,508	2,437,508

4. Dépenses déclarées et taux d'exécution

Toutes les dépenses déclarées pour l'année 2012 ont été soumises par le Siège des organisations participantes des Nations Unies via l'outil de transmission des rapports financiers du MPTF Office. Celles-ci ont été consolidées par le MPTF Office.

4.1. Dépenses et taux d'exécution par organisation participante

Comme l'indique le Tableau 4.1, le montant transféré s'élève à 2,437,508 dollars et le cumulatif des dépenses déclarées par les organisations participantes s'élève à 756,148 dollars. Cela équivaut à un taux d'exécution des dépenses de 31%.

Tableau 4.1. Dépenses cumulatives des organisations participantes et taux d'exécution financière (en dollars US)

Organisation participante	Montant transféré	Dépenses	Taux d'exécution
FAO	589,999	236,063	40.01
UNCDF ²	327,055	262,126	80.15
UNFPA	470,332	-	0.00
UNICEF	140,239	-	0.00
PAM	281,028	-	0.00
OMS	628,855	257,958	41.02
Total	2,437,508	756,148	31.02

² Le montant des dépenses déclaré par UNCDF est incorrecte. Le montant réel des dépenses de l'année 2012 s'élève à 15,016.40 dollars. La correction sera faite l'année prochaine dans le rapport 2013.

4.2. Total des dépenses par catégorie

Les dépenses de programmes et projets sont engagées et contrôlées par chaque organisation participante et sont présentées selon les catégories officielles pour l'harmonisation interinstitutionnelle des rapports. En 2006, le GNUD a établi six catégories selon lesquelles les agences onusiennes doivent déclarer les dépenses de projet. À compter du 1er janvier 2012, le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies (United Nations System Chief Executive Board), ou CCS, a modifié ces catégories à la suite de l'adoption des normes comptables internationales IPSAS, et elles comprennent désormais huit catégories. Les anciennes et nouvelles catégories sont indiquées ci-dessous.

Catégories de dépenses 2012 du CCS

1. Personnel
2. Provisions, produits et matériels
3. Équipement, véhicules, meubles et dépréciation
4. Services contractuels
5. Déplacements
6. Transferts et subventions
7. Exploitation générale
8. Coûts indirects

Catégories de dépenses 2006 du GNUD

1. Provisions
2. Personnel
3. Formation des partenaires
4. Contrats
5. Autres coûts directs
6. Coûts indirects

Le Tableau 4.2 montre les dépenses déclarées au 31 décembre 2012, selon les huit nouvelles catégories.

En 2012 les dépenses les plus importants ont été effectuées dans les catégories Provisions, produits et matériels et Transferts et subventions pour des montants respectifs de 325,046 dollars et de 297,502 dollars.

Tableau 4.2. Dépenses per catégorie (en dollars US)

Catégorie	Dépenses			Pourcentage du coût totale du programme
	Années antérieures au 31 déc 2011	Année courante jan-déc 2012	TOTAL	
Personnel (nouv)	-	-	-	-
Provisions, produits et matériels (nouv)	-	325,046	325,046	44.91
Équipement, véhicules, meubles et dépréciation (nouv)	-	-	-	-
Services contractuels (nouv)	-	-	-	-
Déplacements (nouv)	-	57,642	57,642	7.96
Transferts et subventions (nouv)	-	297,502	297,502	41.10
Exploitation générale (nouv)	-	43,639	43,639	6.03
Coût totale du programme	-	723,828	723,828	100.00
Coûts indirects	-	32,319	32,319	4.47
Total	-	756,148	756,148	

5. Transparence et responsabilité

Le MPTF Office a continué de fournir des informations sur son site, GATEWAY: <http://mptf.undp.org>. Il s'agit d'une plateforme de connaissances proposant des données en temps réel (avec un décalage d'un maximum de deux heures), concernant notamment les informations financières du système de comptabilité du MPTF Office sur les contributions des bailleurs de fonds, les budgets des programmes et les transferts aux agences onusiennes participantes. Tous les rapports descriptifs sont également publiés sur ce site, qui propose un accès facile à près de 9 600 rapports et documents, ainsi que des outils et des tableaux des données financières et programmatiques. En facilitant l'accès à un nombre croissant de rapports d'avancement et de documents, le site GATEWAY facilite le partage des connaissances entre les agences onusiennes et une gestion plus unifiée. Ce site est conçu pour fournir des services de gestion des fonds au SNU, de façon transparente et responsable, afin de renforcer la cohérence et l'efficacité. Il a été décrit comme un site modèle par les interlocuteurs et partenaires.